

Table des matières

Éditorial	5
Sommaire	7
 PROCÉDURE CIVILE	
Résumé rudimentaire et application dans le temps de la loi dite « Pot-pourri I »	11
<i>Hakim BOULARBAH et Jean-François VAN DROOGHENBROECK</i>	
A. Les changements immédiatement applicables au 1 ^{er} novembre 2015	11
B. Les changements applicables à partir du 1 ^{er} janvier 2016	13
C. Le changement applicable à partir du 1 ^{er} septembre 2017	14
 La loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice	15
<i>Georges DE LEVAL, Jacques VAN COMPERNOLLE et Frédéric GEORGES</i>	
Introduction	15
L'organisation judiciaire et la généralisation du juge unique	16
A. Le principe du juge unique	17
B. Les exceptions au principe de la généralisation du magistrat unique	18
1. Exception légale relative au contentieux pénal	18
2. Exception de portée générale à l'initiative du chef de corps sur la base des critères fixés à l'article 92, § 1/1, et à l'article 109bis, § 3, du Code judiciaire	19
C. Conditions requises pour statuer en qualité de magistrat unique	20
D. Disposition transitoire	22
Les communications au sens large	23
A. La communication électronique	23
B. La signification au parquet	24
C. La notification par simple lettre au seul avocat de la partie	25
La modélisation des conclusions	27
A. Le principe de la nécessité de la modélisation des conclusions	27
B. Les règles nouvelles : contenu structuré des conclusions et sanctions	28
1. Contenu structuré des conclusions	28
2. Sanction du non-respect des conclusions structurées	30
3. Le toilettage de l'article 748bis	31
4. Application immédiate des règles nouvelles en matière de modélisation des conclusions	32
La théorie des nullités	32
A. Abrogation du régime des nullités absolues	33
B. Abrogation de l'article 867	33
C. Conséquences de la réforme en ce qui concerne les délais prescrits à peine de déchéance	35

La compétence d'avis du ministère public.....	35
A. Le principe : caractère facultatif de l'avis du ministère public.....	35
B. Les exceptions au principe : le maintien d'un avis obligatoire.....	36
C. Modalités procédurales de l'intervention du ministère public.....	38
D. Appréciation.....	39
La procédure par défaut.....	39
A. La suppression de la péremption du jugement par défaut.....	39
B. L'office du juge statuant par défaut.....	41
L'étendue de l'autorité de la chose jugée.....	43
L'effet des voies de recours ordinaires sur l'exécution des décisions judiciaires.....	47
A. Effet suspensif de principe de l'opposition.....	47
B. L'appel se heurte en principe à une exécution provisoire généralisée.....	48
C. Refonte des textes en matière d'exécution provisoire.....	49
D. Les balises à l'exécution provisoire.....	51
E. Entrée en vigueur et appréciation.....	52
L'appel des jugements avant dire droit.....	53
Une nouvelle procédure de recouvrement de créances incontestées.....	55
Conclusion.....	58
Les incidences des lois « Pot-pourri I » et « Pot-pourri II » en droit des assurances et de la responsabilité.....	61
<i>Julie BIDAINE</i>	
Introduction.....	61
La loi « Pot-pourri I ».....	62
A. La généralisation du juge unique.....	62
1. Le principe du magistrat unique.....	62
2. Les exceptions au principe du magistrat unique.....	62
a. Le contentieux pénal.....	62
b. La compétence du président du tribunal de première instance et du premier président de la cour d'appel.....	63
B. L'économie des mesures d'instruction.....	63
1. Le renforcement du principe de subsidiarité des mesures d'instruction.....	64
2. L'obligation de statuer sur la recevabilité de l'action avant d'ordonner une mesure d'instruction.....	64
C. Le retardement de l'appel ouvert contre les jugements avant dire droit.....	64
D. La réforme de l'exécution provisoire.....	65
1. Le maintien de l'effet suspensif en matière d'opposition.....	65
2. La généralisation de l'exécution provisoire en matière d'appel.....	66
3. Les balises à l'exécution provisoire.....	66
La loi « Pot-pourri II ».....	66
A. L'opposition.....	67
1. Le régime de l'opposition devant le tribunal de police.....	67
2. Le régime de l'opposition devant le tribunal correctionnel.....	67
B. L'appel.....	68
1. L'appel des jugements rendus par le tribunal de police.....	68
2. L'appel des jugements rendus par le tribunal correctionnel.....	68
a. La prolongation des délais pour interjeter appel.....	68
b. L'obligation de motivation de la requête d'appel.....	69
c. Le désistement et la limitation a posteriori de l'appel.....	70

C. La reconnaissance préalable de culpabilité.....	71
1. La procédure de reconnaissance préalable de culpabilité	71
a. La négociation de l'accord.....	71
b. L'homologation de l'accord.....	72
2. La confidentialité.....	73
3. La place de la victime et de l'assureur dans la procédure de reconnaissance préalable de culpabilité.....	73
D. Les conclusions en matière pénale	74
1. Le calendrier d'échange des conclusions.....	74
2. La forme des conclusions.....	74
Conclusion	75
Annexe.....	75
Procédure civile : 2017, année électronique ?	77
<i>Dominique MOUGENOT et Justin VANDERSCHUREN</i>	
Introduction.....	77
La communication électronique en matière judiciaire.....	79
La signification par voie électronique.....	90
Les signatures électroniques en matière judiciaire.....	100
Les autres formes de procédure électronique.....	106
Traits essentiels des réformes de procédure civile « pots-pourris IV et V ».....	111
<i>Jean-François VAN DROOGHENBROECK et Jean-Sébastien LENAERTS</i>	
Mesures avant dire droit	112
Mise en état.....	114
Défaut et opposition	115
Exécution provisoire	121
Divers.....	124
Loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, dite « Pot-pourri V »	129
Livre 1 ^{er} . Des personnes.....	129
Titre VI. Du divorce	129
Chapitre IV. Des effets du divorce	129
Titre X. De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.....	131
Chapitre II. De la tutelle.....	131
Livre III. Des différentes manières dont on acquiert la propriété	132
Titre premier. Des successions.....	132
Chapitre V. De l'acceptation et de la répudiation des successions.....	132
Chapitre VII. Du registre central successoral.....	134
Titre II. Des donations entre vifs et des testaments	135
Chapitre II. De la capacité de disposer ou de recevoir par donation entre vifs ou par testament.....	135
Chapitre V. Des dispositions testamentaires.....	136
Décret impérial du 18 février 1809 relatif aux congrégations ou maisons hospitalières de femmes (extrait)	137

Décret impérial du 6 novembre 1813 sur la conservation et administration des biens que possède le clergé dans plusieurs parties de l'Empire (extrait)	137
Loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes (extraits)	138

Synthèse des modifications de procédure civile apportées par la loi du 25 mai 2018, dite « pot-pourri VI »	141
<i>Jean-Sébastien LENAERTS</i>	

PROCÉDURE PÉNALE

Modification de l'article 35ter du Code d'instruction criminelle en matière de saisie par pot-pourri II	153
<i>Véronique TRUILLET</i>	
Objet de la modification.....	153
Entrée en vigueur et application dans le temps de la modification.....	155

Numéro spécial « Pot-pourri II »	157
---	-----

La loi du 5 février 2016 : quand les soucis d'efficacité procédurale prennent le pas sur la cohérence du système pénal	157
<i>Christine GUILLAIN</i>	

L'extension du champ de la correctionnalisation à tous les crimes et ses conséquences sur les peines	161
<i>Dimitri de BÉCO</i>	
Correctionnaliser tous les crimes, le moyen le plus simple de se passer de la cour d'assises sans la supprimer ?	161
Quels crimes encore pour la cour d'assises ?	162
Les conséquences en cascade de la généralisation de la correctionnalisation des crimes	163
A. Modification des échelles de peines d'emprisonnement (article 25 du Code pénal)	163
B. Modification des échelles de peines applicables après admission de circonstances atténuantes par la cour d'assises (article 80 du Code pénal).....	164
C. Adaptation du plafond applicable en matière de récidive légale (articles 56 du Code pénal)	165
Conclusion	166

Les choix du juge lors du prononcé de la peine : entre diversification et standardisation ?	167
<i>Olivia NEDERLANDT et Clothilde HOFFMANN</i>	
Introduction.....	167
La suspension du prononcé de la condamnation et le sursis.....	167
Deux nouvelles peines autonomes	168
A. Le champ d'application des peines alternatives.....	168
B. Les plafonds minimum et maximum.....	170
C. Casier judiciaire.....	170
D. Les autres modifications de la loi sur la P.S.É.....	170
E. Réflexions critiques	172
1. Absence de prise en compte des critiques à l'égard des lois instaurant la P.S.É. et la P.B.A.	172
2. Retour en arrière dans la volonté d'individualiser les peines	173
3. Net-widening et contribution à la surpopulation carcérale.....	174
Conclusion	175

La procédure de reconnaissance préalable de culpabilité	176
<i>Yves CARTUYVELS</i>	
Introduction	176
Champ d'application matériel de la procédure et première phase de la reconnaissance de culpabilité devant le procureur du Roi	176
La phase d'homologation de l'accord et du prononcé de la peine	178
Conclusion	180
Les modifications en matière d'instruction et de détention préventive	182
<i>Damien VANDERMEERSCH</i>	
L'extension de la mini-instruction aux perquisitions (article 63 de la loi)	182
La possibilité de saisir par équivalent l'objet du blanchiment (article 64 de la loi)	183
Les écoutes et le repérage des télécommunications (articles 65 à 68 de la loi)	184
La suppression du pourvoi immédiat contre les décisions non définitives rendues sur la base des articles 135, 235bis et 235ter du Code d'instruction criminelle (articles 99, 100 et 115 de la loi)	185
Les modifications en matière de détention préventive (articles 71 et 127 à 140 de la loi)	185
Le régime de l'opposition devant les tribunaux correctionnels et de police	188
<i>Paul DHAEVER</i>	
L'élargissement de la notion d'opposition non avenue	188
L'irrecevabilité de l'opposition	189
La force majeure en procédure pénale	190
La compatibilité de la réforme avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	191
La procédure d'appel	194
<i>Frédéric LUGENTZ</i>	
Les nouveaux délais d'appel	194
Motivation obligatoire de la requête d'appel	196
Entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux délais et formes du recours	197
Mise en état de la cause	198
Limitation de l'appel et de la saisine du juge	198
Désistement et limitation a posteriori de l'appel	199
Opposition devant le juge d'appel	200
Conclusion	200
L'exécution des peines : peut-on conditionner la réinsertion à l'existence d'un titre de séjour ?	201
<i>Olivia NEDERLANDT</i>	
Introduction	201
Les modifications concernant tous les condamnés	201
A. Les conditions de temps pour l'admissibilité aux modalités d'exécution de la peine et la durée du délai d'épreuve	201
B. La libération provisoire pour raisons médicales (articles 72 à 80)	202
C. Correspondance	202
D. La peine de mise à disposition du T.A.P. (articles 95/2 à 95/30)	202
E. Le pourvoi en cassation (article 96)	202

Les modifications concernant les condamnés bénéficiant d'un titre de séjour.....	203
A. Les permissions de sortie (P.S.) et les congés pénitentiaires (C.P.) (article 12).....	203
B. La détention limitée (D.L.) (article 21)	203
C. Les congés pendant la détention limitée (D.L.) et la surveillance électronique (S.É.) (articles 39, 40, 43 et 46)	203
D. Suspension, révision ou révocation de la modalité octroyée	203
E. Article 59	204
Les modifications concernant les condamnés sans titre de séjour.....	204
A. Les P.S. et C.P.	204
B. L'interruption de l'exécution de la peine.....	204
C. La libération ou le transfert vers un centre fermé en vue d'un éloignement imminent (article 20/1).....	205
D. La surveillance électronique (S.É.), la détention limitée (D.L.), la libération conditionnelle (L.C.) et la libération provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise (L.P.É.).....	205
Conclusion	206
 Pot-pourri III - internement : fragrances, méfiance et espérances	208
<i>Jean-Christophe VAN DEN STEEN</i>	
Qu'il fut long le chemin.....	208
... du jeu de lois.....	209
Bien plus qu'un toilettage : une réforme structurelle	209
No man's land juridique.....	211
Chantons sous le... parapluie : exit les psychiatres des chambres d'internement.....	212
Conclusion	212
 L'inculpé peut-il introduire un pourvoi immédiat contre un arrêt de renvoi et subséquemment requérir l'office de son avocat pour le dépôt d'un mémoire « sur réquisition et projet » ? Incidence des réformes législatives récentes dont celle apportée par la loi Pot-pourri II	215
<i>Marc BAETENS-SPETSCHINSKY et David VERWAERDE</i>	
Cass., 3 novembre 2015 (extraits)	215
Observations	216
I. Antécédents de procédure et décisions de la Cour de cassation.....	216
II. Signature du mémoire à l'appui du pourvoi : irrecevabilité du mémoire « sur réquisition et projet ».....	217
III. Recevabilité du pourvoi immédiat de l'inculpé contre un arrêt de renvoi rendu par la chambre des mises en accusation avant et après la loi Pot-pourri II	218
 Une première application de la reconnaissance préalable de culpabilité	223
<i>Antoine LEROY</i>	
Corr. Bruxelles, 21 décembre 2016 (extraits)	223
Observations	224
Une première application de la reconnaissance préalable de culpabilité	224
 Les règles relatives à la mise en état ne s'appliquent pas devant les juridictions d'instruction	227
<i>Antoine LEROY</i>	
Cour constitutionnelle, 11 mai 2017 (extraits)	227
Observations	229
Les règles relatives à la mise en état ne s'appliquent pas devant les juridictions d'instruction.....	229

La surveillance des prisons et le droit de plainte des détenus : jusqu'où ira le bénévolat ?	233
<i>Olivia NEDERLANDT</i>	
Introduction.....	233
La surveillance des prisons.....	235
A. Bref retour historique	235
B. Présentation du système de contrôle.....	236
1. Les organes de contrôle et leur composition	236
2. Missions et fonctionnement du C.C.S.P. et des commissions de surveillance	240
C. Critique de la réforme au vu des dysfonctionnements actuels	243
Le droit de plainte des personnes détenues.....	248
Introduction.....	248
A. Le régime du droit des plaintes.....	250
1. L'organe de traitement des plaintes et sa composition	250
2. Objet des plaintes	253
3. Procédure devant la commission des plaintes	254
4. Procédure d'appel devant la commission des plaintes d'appel.....	256
B. Quel avenir pour le droit des plaintes ?.....	257
Conclusion	258
La Cour constitutionnelle recadre le législateur « pot-pourri II » : l'arrêt 148/2017 du 21 décembre 2017	261
<i>Marie-Aude BEERNAERT et Damien VANDERMEERSCH</i>	
L'annulation de la correctionnalisation généralisée des crimes, de l'augmentation corrélative des peines pour les crimes correctionnalisés et des dispositions qui leur sont indissociablement liées	261
A. L'inconstitutionnalité des dispositions permettant de correctionnaliser tous les crimes et augmentant les peines maximales susceptibles d'être prononcées pour les crimes correctionnalisés (articles 6 et 121 de la loi du 5 février 2016).....	262
B. L'effet domino de l'annulation des articles 6 et 121 de la loi du 5 février 2016.....	264
C. Le maintien des effets des dispositions annulées et les questions de droit transitoire.....	265
1. Quelles juridictions pour juger des crimes correctionnalisés avant la publication de l'arrêt de la Cour constitutionnelle mais redevenus non correctionnalisables depuis lors ?	266
2. Quelles peines pour les crimes punissables de plus de 20 ans de réclusion, jugés après la publication de l'arrêt ?	267
La restauration du contrôle exercé par le tribunal de police sur la contraventionnalisation d'un délit opérée par le ministère public (article 123 de la loi du 5 février 2016).....	269
L'annulation de l'extension de la mini-instruction à la perquisition (article 63, 1 ^o , de la loi du 5 février 2016)	269
La suppression de la sanction de nullité en matière d'écoute jugée constitutionnelle (article 66, 1 ^o , de la loi du 5 février 2016).....	271
La validation sous conditions de la nouvelle mouture de l'opposition non avenue (article 83 de la loi du 5 février 2016).....	272
Le maintien du dispositif de l'appel sur griefs (article 89 de la loi du 5 février 2016)	273
La confirmation de la suppression du pourvoi immédiat contre les arrêts non définitifs rendus en application des articles 135, 235bis ou 235ter du Code d'instruction criminelle (articles 99, 100 et 115 de la loi du 5 février 2016).....	275
La validation du contrôle bimestriel de la détention préventive (articles 128, 129, 130 et 136 de la loi du 5 février 2016).....	275
La restauration du pourvoi (immédiat) en matière de détention préventive (articles 127 et 137 de la loi du 5 février 2016).....	276

L'octroi de la surveillance électronique lors du règlement de la procédure (article 132, 1°, de la loi du 5 février 2016).....	277
L'annulation du régime particulier d'exécution des peines réservé aux personnes ne disposant pas d'un droit de séjour (articles 148, 153 et 163 de la loi du 5 février 2016)	278
La validation des compétences pouvant être exercées par les juristes de parquet (article 197 de la loi du 5 février 2016).....	279
Conclusions.....	279
Tableau synoptique des dispositions légales modifiées par la loi pot-pourri II, avant et après leur annulation par la Cour constitutionnelle	280